

[Fermer](#)

THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

La France dans la tourmente au Sahel

13 janvier 2021, 19:14 CET



Le premier ministre Jean Castex en compagnie d'un militaire français à Faya Largeau, Tchad, le 31 décembre 2020. Jérémy Marot/AFP

Auteur

**Marc-Antoine Pérouse de Montclos**

directeur de recherches, Institut de
recherche pour le développement (IRD)

Au bout de huit ans, l'intervention militaire de la France dans cinq pays francophones du Sahel n'a pas permis d'éradiquer la menace djihadiste. La poursuite de l'opération Barkhane soulève en conséquence de nombreux doutes.

L'Élysée n'a annoncé aucun calendrier de retrait et certains posent la question très crûment : l'ancienne puissance coloniale est-elle vraiment la mieux placée pour stabiliser la zone ?

Défiance des populations locales

À l'international, en l'occurrence, on estime souvent que la France a la capacité d'agir en Afrique car elle connaît bien le terrain et pourrait donc mieux répondre aux attentes de ses alliés au sein de l'Union européenne et du G5 Sahel, le « Groupe des Cinq » que forment le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Le problème est que ses atouts sont aussi des faiblesses.

Sur le plan tactique, d'abord, la France a effectivement maintenu au Tchad et au Niger des coopérations militaires de façon quasiment ininterrompue depuis la période des indépendances. Mais les relations ont été beaucoup plus erratiques avec la République islamique de Mauritanie, ou encore avec le Mali et le Burkina Faso, qui étaient proches de Moscou et de Tripoli du temps de la guerre froide. C'est en fait la « guerre globale contre le terrorisme » qui a amené l'armée française à renouer des contacts et à rebâtir des relations de partenariat dans ces trois pays.

Barkhane au Sahel : l'armée française aux limites de la campagn...



Le statut d'ancienne puissance coloniale nourrit par ailleurs de nombreux procès d'intention au Sahel. Toujours suspectée de faire et défaire les gouvernements de la région, la France n'est pas perçue comme neutre. Au contraire, elle est régulièrement accusée de chercher à promouvoir un agenda caché, par exemple pour mettre la main sur des ressources naturelles plus ou moins imaginaires.

Historiquement marqués par une forte tradition anti-impérialiste, le Mali et le Burkina Faso le montrent bien. Les opinions exprimées sur les réseaux sociaux et par certains de leurs dirigeants laissent en effet entendre que la France soutiendrait les groupes djihadistes afin de déstabiliser des États souverains et de profiter de leur faiblesse pour recoloniser le Sahel. Au Mali, en particulier, la population ne cache pas sa défiance à l'égard de la force Barkhane. En revanche, elle a une très bonne opinion de son armée. Si l'on en croit de récents sondages réalisés auprès de 1 200 adultes, plus de quatre Maliens sur cinq font confiance à leurs soldats pour défendre le pays.

Un tel résultat paraît assez surprenant car les militaires qui se sont récemment emparés du pouvoir à Bamako se sont avérés incapables d'endiguer la menace djihadiste au nord. De plus, ils se sont surtout fait connaître pour leurs exactions et par des putschs qui ont profondément déstabilisé la région en 2012 puis 2020. En réalité, le capital de sympathie dont bénéficie l'armée malienne témoigne surtout de l'impopularité du régime précédent et du nationalisme exacerbé de Sahéliens profondément humiliés de devoir s'en remettre à l'ancienne puissance coloniale pour assurer leur sécurité, plus d'un demi-siècle après les indépendances – à moins qu'il faille plutôt y voir la crainte de déplaire aux autorités, sachant qu'un tiers des sondés pensaient que les enquêteurs étaient envoyés par le gouvernement.

Des contentieux anciens

Au Mali, il est vrai que la suspicion à l'égard de la France puise aussi ses racines dans des contentieux plus anciens liés à l'expulsion de migrants clandestins et d'un supposé soutien aux rebelles touarègues dans le nord.

Deux ans avant son départ en 1960, le colonisateur avait en effet tenté, en vain, de créer une sorte d'État tampon sous la forme d'une « Organisation commune aux régions du Sahara » qui aurait soustrait les zones septentrionales du Soudan français et les puits de pétrole du sud de l'Algérie à

l'influence, respectivement, de Bamako et des indépendantistes du FLN. Les Maliens ne l'ont pas oublié et, depuis lors, Paris a souvent été suspecté d'appuyer en sous-main les séparatistes touarègues afin de modifier une frontière qui paraissait d'autant plus artificielle qu'elle avait été tirée au cordeau.

Qui plus est, quand les djihadistes venus d'Algérie sont montés en puissance dans le nord du Mali, les services secrets français ont effectivement armé les mouvements indépendantistes « laïques » pour combattre les groupes terroristes. Ils ont ainsi reproduit les erreurs commises à la même époque en Libye, où Paris a soutenu le soulèvement contre la dictature de Kadhafi en livrant des cargaisons d'armes qui, pour certaines d'entre elles, sont réputées avoir échoué entre les mains d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) en juin 2011. Dans le nord du Mali, la proclamation d'indépendance de l'Azawad en mai 2012 a certes respecté le tracé des frontières héritées de la colonisation, sans doute pour ménager les susceptibilités de la communauté internationale. Mais elle a aussi permis aux djihadistes de s'emparer du pouvoir à Gao et Tombouctou, situation qui devait finalement conduire au débarquement des troupes françaises en janvier 2013.



Soldat de la Légion étrangère française à Nioro (Mali) le 20 janvier 2013. Issouf Sanogo/AFP

La suite des événements a alors révélé toute l'étendue des désaccords possibles sur les priorités stratégiques de l'action militaire. Pour Bamako, les séparatistes touarègues constituaient le principal ennemi à abattre ; pour Paris, en revanche, il s'agissait d'abord des djihadistes venus d'Algérie.

Jusqu'en 2020, plus précisément, l'armée française a surtout ciblé AQMI. Dans le même temps, le Burkina Faso, le Mali et le Niger se sont davantage préoccupés de la montée en puissance de l'État islamique dans la zone dite des « trois frontières ».

Il est certes fréquent que des alliés ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les priorités des cibles à éliminer et sur les listes des groupes désignés comme terroristes. Mais, en pratique, le G5 Sahel peine à être opérationnel et ses dysfonctionnements interrogent directement le rôle de leadership et de coordination de la France. Le contraste est particulièrement saisissant avec l'autre coalition antiterroriste de la région, la Force multinationale conjointe, qui fonctionne quasiment sans soutien extérieur et qui regroupe le Nigeria, le Cameroun, le Niger et le Tchad pour combattre Boko Haram.

Quel rôle pour la France dans la recherche d'une solution politique ?

À y regarder de plus près, les ratés de la lutte contre les groupes djihadistes au Sahel mettent en évidence les limites de coopérations militaires que les décideurs apprécient au nombre d'heures dispensées au lieu de les évaluer en termes de performance au combat et de respect du droit humanitaire. Le fond du problème est pourtant bien là. Indisciplinées et très corrompues, les armées africaines de la région entretiennent les conflits par leurs rackets incessants et leurs violations massives des droits de l'homme. Dans les zones de combat, notamment, elles ont perdu la confiance de bon nombre de civils qu'elles s'avèrent incapables de protéger. Par contrecoup, leurs exactions ont aussi légitimé des djihadistes qui se présentent maintenant comme des hérauts de la résistance face à des troupes impies au service de l'impérialisme occidental.

Ainsi, il y a peu de chances de gagner la « guerre contre le terrorisme » si les forces de sécurité continuent de commettre des abus en toute impunité. La solution à la crise du Sahel est d'abord politique et nécessite une profonde réforme des États de la région, entre autres pour répondre aux exigences de justice de la population. Il n'est pas évident que la France puisse jouer un rôle déterminant à cet égard, sachant qu'elle serait aussitôt accusée de néocolonialisme si elle s'avisait de critiquer publiquement les errements de ses alliés africains au Sahel...



Afrique **djihadisme** **Niger** **Sahel** **Tchad** **terrorisme** **Mali** **Burkina Faso** **Afrique subsaharienne** **paix et sécurité**
colonies françaises **Mauritanie** **Barkhane** **conflits armés**